

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les territoires ruraux : petits, mais costauds !



D.R.

Rassemblés, le 4 juin 2019 au sein d'un "parlement rural", les élus locaux et les forces vives des campagnes montrent les muscles face aux grands centres urbains.

Placée sous les feux de la rampe par Emmanuel Macron lors du grand débat, l'Association des maires ruraux de France cherche à pousser son avantage. « Sous le haut patronage du Président de la République », le cercle d'élus a réuni ce 4 juin 2019 les forces vives des campagnes. Le mot d'ordre de cette journée :

« Ruralisons ». Dans le cadre ultra-métropolitain de la Bellevilloise à Paris, l'AMRF, l'Association nationale Nouvelles ruralités, des députés marcheurs comme Richard Ramos ainsi que l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) ou Familles rurales se sont constitués en « parlement rural ».

Une auberge espagnole qui réclame une loi sur la réduction des inégalités dans l'octroi des dotations de l'Etat aux communes. Egalement au menu : l'abandon du transfert automatique de la compétence eau et assainissement aux intercommunalités. Enfin, fidèle au credo de l'AMRF, le parlement rural milite pour la consécration constitutionnelle du concept d'espace auquel l'Etat préfère généralement des critères de population.

Haro sur « l'idéologie de la métropolisation » !

Pour Roland Héguy, le président de l'UMIH, il est temps d'agir. « 300 à 400 de nos entreprises mettent la clé sous la porte chaque année. C'est autant de capteurs de vie et de miroirs de notre société qui disparaissent. Ce plan social invisible représente 20 000 emplois par an. Or, on peut gagner un point de PIB d'ici 2025 grâce au tourisme de la ruralité », assure-t-il.

« La France est tombée dans l'idéologie de la métropolisation, déplore le géographe Gérard-François Dumont. L'INSEE se fonde avant tout sur les unités et les aires urbaines. Selon certaines de ses classifications, seulement 5 % de la population vit en zone rurale. » Des modes de calcul qu'écartent d'un revers de main les maires de village.

Désir de campagne

Les édiles préfèrent mettre en avant les hausses de leurs populations depuis une dizaine d'années. Mieux, d'après un sondage commandé par Familles rurales rendu public le 29 avril dernier, 81 % des Français aspirent à vivre à la campagne ! Et, selon une autre étude diligentée par Cadremploi, huit cadres sur dix veulent quitter Paris. N'en jetez plus ! Pour Gérard-François Dumont, « le désir de campagne » revient au galop. « La loi de 2014 d'affirmation des métropoles est en retard d'une guerre. Seule, la nouvelle carte des régions va doper les capitales des entités regroupées. Mais cela sera dû à une décision publique, pas à un dynamisme économique ».

Un tableau que tempère l'historien Jean-Pierre Rioux. L'auteur de « Nos villages » (Tallandier, 2019) rappelle « la force formidable de la mondialisation » et de son corollaire, la métropolisation. « Les lauriers sont coupés. Nous n'irons plus au bois », ironise-t-il par ailleurs, évoquant le poids croissant des rurbains dans les petites communes. « Je n'oppose jamais les zones rurales aux zones urbaines, botte pour sa part en touche la ministre de la Cohésion des territoires Jacqueline Gourault. J'ai horreur des mots de France périphérique et de diagonale du vide. Ils donnent le vertige ! »